



Délégation pour les relations avec le Mercosur

18.1.2024

COMPTE RENDU DE MISSION

faisant suite à la visite en Argentine, du 18 au 21 décembre 2023

Délégation pour les relations avec le Mercosur

Membres de la mission:

Jordi Cañas	(Renew) (chef de la mission)
José Manuel Fernandes	(PPE)
Leopoldo López Gil	(PPE)
Gabriel Mato	(PPE) (rapporteur permanent pour le Mercosur de la commission des affaires étrangères)
Sven Simon	(PPE)
Mónica Silvana González	(S&D)
Kathleen Van Brempt	(S&D)
Izaskun Bilbao Barandica	(Renew)

Introduction

Le Parlement européen a envoyé une mission de huit députés en Argentine du 19 au 23 décembre 2023. Cette mission s'est déroulée à un moment crucial pour l'avenir de ce pays, après l'élection le 19 novembre de l'ultra-libertarien Javier Milei à la présidence suivie de son investiture le 10 décembre, et compte tenu du fait que le programme de gouvernement du président Milei propose une transformation drastique de la politique économique du pays, accompagnée d'effets indubitables sur la sphère politique et sociale, ainsi que sur ses relations avec les États de la région et du reste du monde.

L'Argentine est un pays stratégique pour l'Union, compte tenu de sa taille (c'est le huitième plus grand pays du monde) et de son appartenance au G20 et à d'autres organisations d'intégration régionale telles que le Mercosur et la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC). De plus, il s'agit de la troisième économie d'Amérique latine, grâce à ses immenses ressources agricoles, minérales et énergétiques. Cependant, malgré son énorme potentiel de croissance économique et de développement, ces dernières décennies, l'Argentine a été confrontée à de graves crises économiques, à l'instabilité politique et à une augmentation de la pauvreté.

Pour toutes ces raisons, la mission en Argentine offrait une occasion unique d'obtenir des informations de première main et de terrain sur les changements profonds que le président Milei a promis de réaliser dans le pays. Elle a sans doute été l'une des premières délégations internationales à avoir des contacts avec des acteurs argentins clés, tels que des membres du gouvernement et d'autres autorités publiques, des organisations économiques, des partenaires sociaux, des groupes de réflexion, des universitaires et des représentants d'organisations de la société civile, au cours de cette nouvelle période politique et économique pour l'Argentine.

Au fil des ans, l'Argentine et l'Union européenne ont noué des relations intenses fondées sur une histoire et des valeurs communes. Cependant, tout le monde s'accorde à dire que le potentiel de ces relations n'est pas suffisamment exploité et que la conclusion de l'accord d'association UE-Mercosur permettrait de les intensifier considérablement. Par conséquent, cette question a été un point de discussion important lors des réunions qui ont eu lieu.

D'autres sujets pertinents ont également été abordés lors de cette mission, à savoir la situation sociale et des droits de l'homme dans le pays; une attention toute particulière a été accordée aux femmes et aux autres groupes vulnérables, ainsi qu'aux problèmes environnementaux en Argentine. Les détails des réunions qui ont eu lieu et les principaux thèmes abordés sont présentés ci-dessous.

Compte rendu succinct des réunions et des thèmes abordés

Situation politique, économique et sociale sous le nouveau gouvernement de Javier Milei

Malgré le fort potentiel de l'Argentine et l'environnement international favorable dû à la hausse des prix des produits agricoles et d'autres matières premières dont l'Argentine est un exportateur net, le pays a connu une longue période de déclin économique, accompagnée d'une polarisation politique croissante. L'ancien président Alberto Fernández est parvenu à restructurer la dette du pays avec ses créanciers internationaux et a mis en œuvre des mesures pour remédier à la perte de dynamisme économique et à la hausse de l'inflation et de la pauvreté,

mais ces mesures se sont avérées insuffisantes. La frustration sociale causée par l'absence de perspectives a contribué à l'émergence d'une alternative politique incarnée par le mouvement La Libertad Avanzada, dirigé par Javier Milei, lequel a remporté les élections présidentielles du 19 novembre avec un large écart de voix par rapport au candidat péroniste.

Le nouveau président argentin a dressé un tableau très sombre de la situation du pays, présentant, pendant le séjour de la mission du Parlement européen en Argentine, un vaste ensemble de plus de 300 mesures prévoyant notamment l'austérité ainsi que la déréglementation, la libéralisation et la privatisation de vastes secteurs économiques. Lors de leurs réunions avec divers interlocuteurs, les participants à la mission ont noté que certaines mesures annoncées, telles que la dollarisation de l'économie ou la suppression de la banque centrale, ne seront pas mises en œuvre, à tout le moins à court terme. Ils ont également été informés que les mesures de choc annoncées devraient conduire, dans un premier temps, à une nouvelle contraction de l'économie, avec une hausse de l'inflation et une baisse de la production, avant de commencer à produire les effets positifs escomptés.

Lors de leurs réunions avec les représentants du gouvernement et du pouvoir législatif, les membres de la mission ont pris conscience des difficultés auxquelles le gouvernement de Javier Milei devra faire face pour mettre en œuvre son programme de réformes. D'un point de vue politique, le gouvernement ne dispose pas d'une majorité parlementaire pour appuyer ses propositions et n'est pas non plus assuré du soutien des gouverneurs de province. Cette situation a conduit le gouvernement à recourir aux décrets dits de nécessité et d'urgence et à demander des pouvoirs extraordinaires, dont l'utilisation est remise en question sur le plan politique et juridique. D'un point de vue social, malgré une lassitude à l'égard de la situation antérieure et un désir réel de changement en profondeur, il conviendra de voir si les citoyens sont prêts à supporter des mesures qui les frappent de plein fouet, comme la perte des subventions et la libéralisation des prix. Par conséquent, il conviendra d'être attentif au niveau de soutien social apporté à un gouvernement qui ne bénéficie pas d'un soutien politique fort. En tout état de cause, les participants à la mission ont noté le soutien que les marchés et une grande partie de la société ont apporté au nouveau gouvernement, ce qui lui accorde le temps de mettre en œuvre ses propositions.

Lors de leurs réunions avec des représentants du gouvernement, et en particulier avec la ministre des affaires étrangères, les membres de la mission ont pu observer le tournant pris par la politique étrangère du gouvernement de Javier Milei, qui repose sur une position plus proche des principes des démocraties libérales et une vision plus pragmatique des relations internationales. Les membres ont notamment été informés de l'intérêt que porte l'Argentine à la promotion des relations commerciales avec tous les États d'Amérique latine, tandis que le respect des droits de l'homme sera considéré comme un élément important lors de l'évaluation des relations bilatérales avec les pays de la région. Cette nouvelle politique se traduit également par une reconnaissance de la valeur des organisations de coopération régionale telles que la CELAC, mais par une prise de distance vis-à-vis d'organisations considérées comme plus idéologiques. Au niveau mondial, les membres de la mission ont noté la volonté du nouveau gouvernement de maintenir des liens avec des organisations telles que le G20 et le FMI, et de se rapprocher d'autres organisations telles que l'OCDE, tout en déclinant l'invitation à rejoindre l'alliance des BRICS et en prenant ses distances avec la Russie.

Accord d'association UE-Mercosur

L'un des principaux objectifs de la mission était de soutenir, du point de vue parlementaire, un nouvel élan dans les relations bilatérales entre l'Union européenne et l'Argentine. À cet égard, l'approbation de l'accord d'association UE-Mercosur devrait jouer un rôle fondamental. Quelques jours avant l'arrivée de la mission du Parlement européen en Argentine, le LXIII^e sommet des chefs d'État du Mercosur s'est tenu à Rio de Janeiro. Au cours de celui-ci, l'annonce de la conclusion des négociations de l'accord a été attendue, en vain. En effet, la délégation argentine de ce sommet, présidée par le président sortant, a annoncé qu'elle laissait toute décision sur l'accord entre les mains du nouveau gouvernement.

Lors de leurs réunions avec des membres du nouveau gouvernement, dont la vice-présidente et la ministre des affaires étrangères argentines, les membres de la mission ont constaté un changement radical de position du nouveau gouvernement par rapport au précédent concernant l'accord entre le Mercosur et l'Union européenne. Ses représentants ont affirmé que le nouveau gouvernement était favorable à la conclusion de l'accord, qu'ils ont décrit comme l'une des principales priorités du nouveau gouvernement, et que ce dernier souhaitait que l'accord soit conclu dès que possible. Ils se sont également dits convaincus par les avantages que l'accord apportera aux deux parties, soulignant que, dans le cas de l'Argentine, il favorisera le commerce, les investissements étrangers, les progrès économiques et la compétitivité.

Cette vision résolument positive de l'accord d'association a été réitérée lors des réunions entre les membres de la mission et des représentants du Congrès argentin, des chambres de commerce de Buenos Aires et de Rosario, ainsi que des membres de groupes de réflexion et des universitaires. De fait, aucun groupe n'a fait part aux membres de la mission d'une position négative à l'égard de l'accord, même s'il a été admis que certains secteurs industriels craignent la concurrence que l'accord engendrera pour eux. Il a également été admis qu'il serait souhaitable de stabiliser l'économie argentine avant de conclure l'accord. En outre, les représentants des syndicats et des organisations de la société civile ont exprimé le souhait d'obtenir de plus amples informations de la part de leurs propres autorités sur les caractéristiques et les effets attendus de l'accord, ainsi que d'avoir un débat public plus large à ce sujet.

En ce qui concerne le Mercosur, la ministre des affaires étrangères s'est déclarée convaincue que cette organisation servirait à renforcer l'intégration intrarégionale et a affirmé qu'il restait encore beaucoup de progrès à faire dans divers domaines, tels que le transit intracommunautaire des personnes. Les chambres de commerce ont affirmé que l'accord UE-Mercosur pourrait stimuler la libéralisation et l'ouverture du Mercosur lui-même, lequel est encore considéré comme assez protectionniste.

Les membres participants ont exprimé leur conviction que l'accord d'association UE-Mercosur est l'instrument le plus adéquat pour renforcer les relations bilatérales et interrégionales, étant donné qu'il est amené à articuler et à développer les différents domaines de la relation multidimensionnelle entre l'Union, d'une part, et le Mercosur et ses États membres, d'autre part. Ils ont rappelé que l'accord d'association traitera non seulement de questions commerciales, mais comportera également des volets politiques et de développement, ce qui permettra d'ouvrir un large éventail de perspectives à l'avantage des citoyens des deux régions.

Dans l'ensemble, les membres de la mission ont eu une impression très favorable des possibilités qui se présentent à l'aune de ce nouveau contexte politique argentin, lequel permet d'entrevoir une conclusion rapide de l'accord d'association UE-Mercosur.

Réunions avec les organisations syndicales et de la société civile

Lors des réunions avec les organisations syndicales, de la société civile et de défense des droits de l'homme, les membres de la mission ont été témoins des profondes dissensions qui existent au sein de la politique et de la société argentines. Ainsi, lors de leur rencontre avec les représentants du syndicat CGT, ceux-ci ont déploré la situation actuelle du pays, caractérisée par des niveaux élevés de pauvreté et des services de base insuffisants, qu'ils attribuent à des années d'action politique inadéquate, au manque de dialogue social, aux dysfonctionnements des pouvoirs publics et de l'administration, ainsi qu'à des investissements insuffisants et inadéquats. Dans le même temps, les membres de la mission ont pris note de l'opposition de ce syndicat au décret de nécessité et d'urgence annoncé la veille par le gouvernement, qui comporte plus de 300 mesures dans le domaine économique, car ils estiment qu'il n'est pas conforme à la législation nationale et qu'il n'a pas été négocié avec les forces politiques ou syndicales. Ils ont également dénoncé le fait qu'avec ces mesures, le coût de l'ajustement économique sera supporté par les travailleurs et les sections les plus pauvres de la population. Ils s'attendent donc à ce que l'instabilité sociale augmente dans les mois à venir.

La rencontre avec des représentants des organisations de défense des droits de l'homme, dont l'Asociación Madres de Plaza de Mayo, lauréate du prix Sakharov en 1992, a été particulièrement symbolique. En effet, la mission s'est déroulée alors que le pays célébrait le 40^e anniversaire du rétablissement de la démocratie en Argentine. De plus, la réunion a été organisée le lendemain de la visite du *Parque de la Memoria*, le parc de la mémoire, lequel abrite le monument aux victimes du terrorisme d'État. Ces organisations ont critiqué certaines des politiques du nouveau gouvernement, qu'elles accusent de chercher à réinterpréter l'histoire et de blanchir les responsables des crimes commis pendant la dictature, ainsi que de limiter les moyens, notamment financiers, qui leur permettraient de poursuivre leur quête de mémoire, de vérité et de justice par des moyens pacifiques.

De même, ces organisations, ainsi que le mouvement syndical, ont fait part aux membres de la mission de leur inquiétude face à la réduction des subventions et des aides sociales ainsi qu'à la privatisation des services publics de base prévues par le nouveau gouvernement, qui toucheraient davantage les plus vulnérables, augmenteraient la pauvreté et accentueraient les inégalités existantes.

De leur côté, les organisations de défense de l'égalité entre les femmes et les hommes ont dénoncé auprès des membres de la mission le maintien d'un discours phallocrate et violent dans certains médias, qui aurait reçu le soutien de certains représentants des pouvoirs publics. Les représentants des groupes LGTBI+ ont exprimé leur crainte de voir le nouveau gouvernement prendre des mesures qui restreignent les droits et ne protègent pas la diversité.

Les organisations environnementales ont exigé que les progrès réalisés ces dernières années en Argentine en matière de protection de l'environnement soient préservés et ont critiqué le risque que représente le fait que le gouvernement autorise des secteurs productifs à prendre en charge des zones naturelles. Elles ont également félicité l'Union européenne pour la priorité qu'elle accorde aux questions environnementales.

Enfin, il a été fait allusion aux conditions très précaires des communautés indigènes du nord du pays et au manque de ressources publiques pour remédier à la situation, ainsi qu'à la crainte que le nouveau gouvernement ne tente pas d'apporter des améliorations.

Les membres de la mission ont rappelé l'importance de l'Union européenne en tant que

référence en matière de définition de normes sociales, environnementales et relatives aux droits de l'homme, entre autres, qui sont adoptées dans d'autres pays. Ils ont également attiré l'attention sur l'importance du volet politique et de coopération de l'accord d'association et ont réitéré la nécessité pour l'Union de continuer à coopérer avec les pays à revenu intermédiaire.

Dans la ville de Rosario, ils ont visité le projet Trama, financé par l'Union européenne, dont l'objectif est d'assurer l'insertion professionnelle des jeunes souffrant d'une déficience intellectuelle et qui a bénéficié à quelque 400 jeunes dans la province de Santa Fe depuis son lancement en 2021. Les membres de la mission ont interrogé l'équipe chargée du projet sur la durabilité de celui-ci, sur l'accompagnement des personnes handicapées en dehors de l'environnement de travail en vue d'assurer leur autonomie et de leur intégration sociale et, plus généralement, sur les politiques sociales mises en œuvre dans la province et dans le pays.

Visite de Rosario

À Rosario, les membres de la mission ont rencontré le gouverneur de la province de Santa Fe et d'autres autorités provinciales et locales, ainsi que des représentants de la Bourse de Rosario et de secteurs économiques de la province, en particulier le secteur agricole. Ils ont également visité une importante usine de transformation et d'exportation de produits agricoles.

Les membres de la mission ont reçu des informations sur la puissance de Santa Fe en tant que région agricole et d'élevage, qui pèse lourdement dans le PIB et les exportations agricoles du pays, en particulier de viande bovine, de céréales et de soja. Outre les terres consacrées à la production agricole, la région compte des entreprises majeures de transformation et d'exportation de produits agricoles, pour le transport desquels le fleuve Paraná est utilisé, véritable canal commercial reliant les quatre membres actuels du Mercosur entre eux et avec le reste du monde. Le port fluvial de Rosario, en particulier, est le deuxième plus important du pays et constitue un point clé du commerce avec le Paraguay. Ces dernières années, la province s'est également distinguée par l'attention qu'elle porte à l'innovation et à l'incubation de nouvelles entreprises, en particulier dans le secteur technologique.

Les représentants du gouvernement de Santa Fe ont présenté le travail accompli pour augmenter la production agricole, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, et pour faire en sorte qu'elle réponde aux normes internationales strictes (y compris celles de l'Union européenne) en matière d'environnement et de consommation, et ont affirmé que les objectifs de développement économique et de préservation de l'environnement doivent aller de pair. Ils ont mentionné les dommages causés à la province par les politiques antérieures de contrôle des taux de change et de restriction des exportations et des importations, et ont exprimé l'espoir d'une allocation et d'une utilisation plus efficaces des ressources, d'une plus grande stabilité budgétaire et d'une plus grande prévisibilité dans la prise de décision.

Conclusions

La mission en Argentine de la délégation pour les relations avec le Mercosur a offert une occasion unique de voir sur place la situation du pays après l'arrivée au pouvoir d'un nouveau président et la reconfiguration du pouvoir législatif, qui est désormais plus fragmenté et ne garantit pas un soutien aux mesures du nouveau gouvernement. La mission a constaté la volonté et le besoin de changement qui existent en Argentine et la rapidité avec laquelle de nouveaux développements politiques et sociaux se produisent dans le pays. De nombreuses questions se

posent actuellement, qu'il conviendra de clarifier au cours des prochains mois, telles que la capacité du gouvernement à mettre en œuvre son programme de réforme économique, le degré de succès que connaîtra ce programme et le niveau de soutien social dont bénéficiera le gouvernement, étant donné que ses mesures d'ajustement affecteront durement le bien-être des citoyens, à tout le moins à court terme.

En ce qui concerne l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur, la mission a reçu des signaux clairs en faveur de l'accord de la part des autorités et des secteurs économiques du pays, ce qui permet d'être confiant quant à sa conclusion à court terme.

Les participants à la mission ont constaté le fort potentiel de l'Argentine, dont les ressources physiques et le capital humain n'ont besoin que de politiques et d'investissements appropriés pour relancer l'économie et enregistrer des progrès sociaux. Lors de leurs interventions, les participants à la mission ont évoqué la nécessité que toutes les parties agissent avec prudence et intelligence, en recherchant un consensus et en évitant la polarisation. L'Union entretient des relations privilégiées avec l'Argentine, avec des positions communes sur de nombreuses questions, tant au niveau bilatéral que mondial, et elle a exprimé son souhait de les renforcer encore, ce à quoi l'accord d'association UE-Mercosur contribuerait sans aucun doute.

Propositions concernant les suites à donner à la mission

La délégation pour les relations avec le Mercosur suivra de près l'évolution de la situation politique, économique et sociale en Argentine ainsi que les décisions du nouveau gouvernement du président Javier Milei, dans un contexte très dynamique qui devrait faire l'objet de nombreux changements et où de nombreuses incertitudes existent.

La délégation restera également attentive aux décisions qui pourraient être prises concernant la conclusion de l'accord d'association UE-Mercosur, compte tenu du changement de perspective adopté par le nouveau gouvernement argentin et du poids de ce pays dans le groupe des États membres du Mercosur. La conclusion de l'accord créerait indubitablement un cadre institutionnel plus solide et plus stable pour les relations entre les deux régions et leur fournirait des instruments nouveaux et plus avancés qui contribueraient à renforcer leurs relations politiques et commerciales.

Enfin, la délégation tiendra dûment compte des points de vue exprimés par les partenaires sociaux, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile sur les différents sujets abordés avec eux au cours de la mission.

La délégation pour les relations avec le Mercosur souhaite profiter de l'occasion pour féliciter le chef de la délégation de l'Union en Argentine et son personnel, et les remercier pour l'excellent soutien qu'ils ont apporté à la mission du Parlement européen en Argentine, ce qui a sans aucun doute contribué au succès de la mission. Leur travail constitue un exemple de plus du travail remarquable réalisé par les délégations de l'Union dans le monde entier.

Annexe 1: Programme définitif
Annexe 2: Liste des participants



Parlement européen

2019-2024

Délégation pour les relations avec le Mercosur

Délégation en Argentine du 18 au 21 décembre 2023

Programme définitif

Dimanche 17 décembre 2023

Europe – Buenos Aires

Départs individuels depuis l'Europe à destination de Buenos Aires

Lundi 18 décembre 2023

Buenos Aires

Arrivées individuelles à l'aéroport d'Ezeiza à Buenos Aires

Transfert vers l'hôtel

10 h 15	Début de la mission
10 h 30- 11 h 15	Présentation de la situation en Argentine par le chef de la délégation de l'Union en Argentine, l'ambassadeur Amador Sánchez Rico
11 h 30- 12 heures	Réunion avec la ministre des affaires étrangères, du commerce international et du culte, Diana Mondino
12 h 30- 14 h 30	Déjeuner offert par l'ambassade d'Espagne en Argentine
15 heures- 16 heures	Réunion avec le secrétaire à la bioéconomie, Fernando Vilella

16 h 45- 17 h 45	Visite du Parque de la Memoria – monument aux victimes du terrorisme d’État
18 heures- 19 heures	Réunion avec des représentants de la chambre du commerce et des services d’Argentine

Mardi 19 décembre 2023

Buenos Aires

9 heures- 10 h 45	Entretiens du chef de la délégation avec la presse
11 h 45- 12 h 30	Réunion avec des représentantes du CARI (Consejo Argentino de Relaciones Internacionales)
12 h 45- 14 h 45	Déjeuner offert par le Parlement européen à des représentants de la société civile dans les domaines de la protection environnementale, du genre et des groupes LGTBI+ <ul style="list-style-type: none"> - Projet Green Impact - Mesa Nacional por la Igualdad - Association La Fulana
15 heures- 16 heures	Réunion avec la vice-présidente d’Argentine et présidente du sénat, Victoria Villaruel
16 heures- 17 heures	Réunion avec le président de la chambre des députés, Martín Ménem, et des représentants des commissions
17 h 30- 19 heures	Réunion avec des représentants d’organisations de défense des droits de l’homme <ul style="list-style-type: none"> - Fondation Abuelas de Plaza de Mayo - Madres de Plaza de Mayo - CELS (Centro de Estudios Legales y Sociales) - CADAL (Centro para la Apertura y el Desarrollo de América Latina) - Asamblea Permanente por los Derechos Humanos - Comisión Nacional por el Derecho a la Identidad

Mercredi 20 décembre 2023

Rosario

7 h 30- 8 h 30	Vol de Buenos Aires à Rosario
-------------------	-------------------------------

9 heures- 11 heures	Petit-déjeuner de travail offert par le gouverneur de la province de Santa Fe, Maximiliano Pullaro, en compagnie de ministres de son gouvernement et du maire de Rosario, Pablo Javkin.
11 h 15- 12 heures	Présentation du projet Trama, financé par l'Union européenne
12 h 15- 14 heures	Réunion avec le directeur exécutif de la Bourse de Rosario, Javier Cervio, et avec la directrice de l'Ente Administrador del Puerto de Rosario, Graciela Alabarce
15 heures- 17 heures	Visite de l'usine de transformation alimentaire de l'entreprise Louis Dreyfus. Réunion avec le directeur régional des relations institutionnelles, Luis Zubizarreta
19 h 20- 20 h 20	Vol de Rosario à Buenos Aires

Jeudi 21 décembre 2023

Buenos Aires – Europe

9 heures- 10 h 45	Réunion avec des représentants du syndicat CGT: le co-secrétaire général, Héctor Daher, et le secrétaire aux relations internationales, Gerardo Martínez
11 heures	Fin de la mission. Transfert vers l'aéroport d'Ezeiza. Vols de retour vers l'Europe

Vendredi 22 décembre 2023

Arrivées individuelles en Europe

Annexe 2: Liste des participants**MISSION EN ARGENTINE
18-21 DÉCEMBRE 2023****LISTE FINALE DES PARTICIPANTS**

Députés	Groupe	Pays/Nationalité
Jordi CAÑAS (chef de la mission)	Renew Europe	Espagne
José Manuel FERNANDES	PPE	Portugal
Leopoldo LÓPEZ GIL	PPE	Espagne
Gabriel MATO	PPE	Espagne
Sven SIMON	PPE	Allemagne
Mónica Silvana GONZÁLEZ	S&D	Espagne
Kathleen VAN BREMPT	S&D	Belgique
Izaskun BILBAO BARANDICA	Renew Europe	Espagne
Secrétariat		
2 membres du secrétariat EUAL		
Conseillers de groupe politique		
3 conseillers de groupe politique		
Interprètes		
2 interprètes locaux		